



RL Assurances
Agent Général Allianz

Tahiti Infos

RL A
Ag

WELCOME POLYNESIA FRANCE / WORLD MAGAZINE

PRACTICAL SERVICES ARCHIVES



Subscribe to the newsletter

Votre email

OK

PEUGEOT NEW PARTNER PACK PRO
EN SAVOIR +

A PARTIR DE 221

EXPLORE **TORRES**

Showroom: 40 80 08 55 | SsangYong Tahiti

HYPER U TECHNICAL TV 32 POUCES
DU MARDI 21 AOÛT AU DIMANCHE 08 SEPTEMBRE 2024
22995€

C'EST DU

Du 29 juillet au 31 août 2024

BACK TO SCHOOL
Voir le catalogue

Credit photo : HT Prod. Remerciements à l'école élémentaire Hirahirahana

Home > Pacific News

Gagnez du temps avec **carrefour.pf**

Recherche

Advanced search

Like 5

Post

Share

Save

New Caledonia: UN experts alarmed by the situation of the Kanaks



Credit Ludovic MARIN / AFP



Genève, Suisse | AFP | mardi 20/08/2024 - Quatre Rapporteurs spéciaux de l'ONU se sont dits mardi alarmés par la situation des Kanak en Nouvelle-Calédonie, archipel français du Pacifique sud où des émeutes ont éclaté en mai suite à un projet de réforme électorale.

L'examen au Parlement français d'un projet de réforme électorale accusé de marginaliser la population autochtone a été le point de

départ d'une vaste mobilisation indépendantiste dégénérant en émeutes à partir du 13 mai.

Ce projet "menace de démanteler les autres acquis majeurs de l'accord de Nouméa liés à la reconnaissance de l'identité autochtone Kanak, des diverses institutions coutumières Kanakes, ainsi que du droit coutumier, et des droits fonciers", ont déclaré les quatre experts indépendants de l'ONU dans un communiqué.

Une révision constitutionnelle prévoit que les élections, actuellement réservées aux natifs et aux résidents arrivés avant 1998 (accord de Nouméa) et à leurs descendants, soient ouvertes aux personnes ayant au moins dix ans de résidence en Nouvelle-Calédonie.

Le gel du corps électoral depuis plus de 25 ans évince des élections près d'un électeur sur cinq.

Les indépendantistes y sont toutefois attachés, craignant que le dégel ne "minorise encore plus le peuple autochtone kanak".

"La tentative de démantèlement de l'accord de Nouméa porte gravement atteinte à leurs droits humains et à l'intégrité du processus global de décolonisation", ont estimé les experts de l'ONU, qui sont mandatés par le Conseil des droits de l'homme mais ne s'expriment pas au nom de l'organisation.

Ils estiment aussi que le gouvernement français "n'a pas respecté les droits fondamentaux à la participation, à la consultation et au consentement libre, préalable et éclairé des Peuples Autochtones Kanaks et de ses institutions, y compris le Sénat coutumier".

Le communiqué est signé par les Rapporteurs spéciaux sur les droits des Peuples Autochtones, Jose Francisco Cali Tzay; sur les les droits à la liberté de réunion pacifique et à la liberté d'association, Gina Romero; sur les formes contemporaines de racisme, Ashwini K.P.; et sur la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, Irene Khan.

Ils affirment avoir été informés qu'à l'issue des élections législatives françaises, le projet de loi modifiant la composition du corps électoral a été suspendu, mais ils demandent son "abrogation complète".

Les violences qui touchent la Nouvelle-Calédonie, territoire colonisé par la France au milieu du XIXe siècle, depuis trois mois, ont provoqué la mort de onze personnes, dont deux gendarmes.

The Rapporteurs consider that the French government deployed "military means and excessive use of force" during the riots, and say they are "particularly concerned by allegations concerning the existence of heavily armed militias of settlers opposed to independence".

Wednesday, August 21, 2024 at 06:55 | Read 797 times



Add a comment

A LA N
TA
DE 9H

Mercredi 11 s

Mercredi 9

87.

commercial@turuor.

The galley of Fre
passengers in Se
20/08/2024

"A shadow that v
07/30/2024

Sabine Boiron tr
08/23/2024

One dead after t
Paofai
07/29/2024

50 hours of waiti
Francisco
08/21/2024

Tahiti Infos
211,586 follow